

TRANSPORTS.

Fermeture des guichets : « Une mesure impopulaire »

La fermeture des guichets dans vingt gares, faite pour préparer la privatisation de la ligne J, mobilise contre elle voyageurs et cheminots.

C'est assez rare pour être souligné. Le projet de fermeture définitive des guichets dans vingt gares de la ligne J à compter du 1^{er} janvier 2022 (*Le Courrier de Mantes* du 15 septembre) est parvenu à coaliser une pléiade d'organisations : syndicats de cheminots (CGT, Sud Rail) associations d'usagers (comité des usagers de l'ouest francilien, Voies et voies du Vexin, cette dernière active sur la ligne de Gisors) et association de consommateurs (Indecosa-CGT).

Diminuer les coûts avant la mise en concurrence

La fermeture des guichets, selon ces organisations, dégradera les conditions de sécurité dans les gares, en diminuant fortement la présence des agents. Elle pénalisera les personnes qui n'ont pas de carte de crédit et qui ne pourront donc se servir de l'automate. Elle risque d'entraîner à terme une réduction de la desserte.



Devant la gare de Rosny-sur-Seine, dont les guichets fermeraient prochainement.

La SNCF et Ile-de-France Mobilités n'ont pas communiqué officiellement sur ce projet qui transformerait vingt gares en « points d'arrêts non gérés » (PANG). Mais, recevant ensemble syndicats et représen-

tants des usagers le 19 octobre dernier à Saint-Lazare, le directeur de la ligne J Philippe Mouly « a fini par reconnaître qu'il existe bel et bien un projet de fermeture des guichets ».

Pour justifier une telle mesure,

la SNCF évoque fréquemment une modification des habitudes des voyageurs, qui les ferait recourir de plus en plus souvent à l'achat de billets dématérialisés. Mais le sens véritable du projet serait de rendre la ligne J plus

« attrayante » financièrement avant l'appel d'offres qui préparera sa privatisation. « 20 gares qui ferment, c'est 95 postes qui disparaissent », indique le secrétaire général du syndicat CGT Mantes et Vexin Laurent Kunz. Le syndicaliste qualifie au passage la direction de la SNCF et Ile-de-France Mobilités de « conglomérat d'épiciers ».

Le « scénario » voté par le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités en décembre 2020 prévoit le lancement de la procédure d'appel d'offres « début 2023 » et l'arrivée du nouvel opérateur sur les rails en décembre 2025.

Les organisations mobilisées contre le projet avaient donné rendez-vous devant la gare de Rosny-sur-Seine, « qui existe depuis plus de 150 ans ». Samira Dupont, la secrétaire (Sud Rail) du CSE de la ligne J, insistait sur les conditions de transport des personnes en fauteuil roulant : comment feront-elles quand il n'y aura plus d'agent en gare

pour les accueillir ? La Défenseure des droits avait déjà saisi la SNCF du problème dans un avis rendu en juin.

Le président du comité des usagers de l'ouest francilien Louis Gomez assure que la fermeture des guichets suscite des inquiétudes dans la population : « C'est une mesure impopulaire. »

Les associations d'usagers viennent, avec des associations familiales (Unaf et CNAFC) et la Convergence nationale rail, de demander audience à la présidente d'Ile-de-France Mobilités Valérie Péresse, par ailleurs candidate à la primaire LR pour l'élection présidentielle. « Nous voulons un service public de qualité. Il faut absolument que Mme Péresse accepte de discuter », prévient le représentant des usagers. En cas d'échec, des « actions » communes avec les organisations de cheminots seront lancées.

Claude Cécile